

l'argent a été dépensé, à moins que le ministre ou plutôt la Commission ait versé des millions à des gens qui travaillaient, mais je n'y crois pas un seul instant.

M. Cardiff: Nous n'avons pas eu deux guerres pour renflouer notre économie depuis que nous sommes au pouvoir.

L'hon. M. Pickersgill: Qu'on me permette de dire ceci. Si l'honorable député désire commencer une guerre pour renflouer l'économie, il ne trouvera pas beaucoup d'autres Canadiens pour l'aider.

M. Cardiff: C'est ce qui a relancé l'économie.

L'hon. M. Pickersgill: N'est-il pas extraordinaire, monsieur le président, de voir que les torys ont toujours une excuse à leurs échecs alors que les libéraux n'ont pas d'excuses à chercher, car un gouvernement libéral n'enregistre pas d'échecs. Voilà la différence ainsi que le député l'a brillamment démontré par son utile intervention. J'espère qu'il fera encore d'autres interventions car vraiment, il nous rend service.

L'hon. M. Walker: Nous remettons de l'ordre!

L'hon. M. Pickersgill: Oh oui! Voilà un autre dada du ministre des Travaux publics.

L'hon. M. Walker: C'est juste.

L'hon. M. Pickersgill: Je vais en parler du désordre.

L'hon. M. Walker: Très bien.

L'hon. M. Pickersgill: La caisse d'assurance-chômage avait 928 millions de dollars et...

L'hon. M. Walker: Plus fort!

L'hon. M. Pickersgill: ...quand le présent gouvernement a pris le pouvoir, il y avait environ 140,000 chômeurs. Le chiffre n'a jamais été aussi bas depuis que ces messieurs occupent les banquettes ministérielles. Le Trésor avait un excédent. En fait de désordre, voilà ce qui existait.

Examinons la situation actuelle, monsieur le président. Voici ce que nous trouvons. On a dissipé ce milliard de dollars de la Caisse d'assurance-chômage. On a ajouté deux milliards de dollars à la dette nationale. Le chômage est plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis les années 30. Après avoir détenu le pouvoir pendant cinq ans, les ministres prétendent toujours qu'il ne peuvent rien faire, comme s'ils étaient impuissants, comme s'ils ne pouvaient influer sur les événements et comme si, après cinq ans, il fallait encore blâmer MM. Howe, Harris et St-Laurent de ce qui le budget était équilibré, la dette nationale se payait, le chômage était à peu près

[L'hon. M. Pickersgill.]

inexistant, et la caisse était débordante lorsque les honorables vis-à-vis sont arrivés au pouvoir. Voilà le désordre! Si le ministre des Travaux publics a la vue si déformée—et j'emploie cette expression à dessein—qu'il voit là du désordre, il saura que bien des Canadiens seraient très heureux de revenir à ce désordre-là au lieu de ce que nous connaissons maintenant. Ce n'est pas tout, cependant.

L'hon. M. Walker: Parlez-nous du rapport caché.

L'hon. M. Pickersgill: Je vais vous en parler. Je conseille au ministre de lire ce qu'on dit du rapport caché dans la *Free Press* de Winnipeg de cette semaine: il ne voudra plus jamais en entendre parler. Pourquoi ne se rend-il pas immédiatement à la bibliothèque pour le lire?

L'hon. M. Walker: Je veux entendre le discours du député.

L'hon. M. Pickersgill: Il aura d'autres occasions de m'entendre. Je parlais donc de la Caisse d'assurance-chômage et je poursuivrai mes observations, que le ministre des Travaux publics me facilite la tâche ou non. Si le gouvernement actuel n'avait que dégarni la caisse, ce serait déjà assez sérieux. Mais que fait-il ce gouvernement extravagant? Il publie une petite brochure intitulée «Encore davantage pour le Canada et les Canadiens». C'est ce qu'il y a de plus récent en fait de propagande tory. J'espère que tous les Canadiens liront la brochure et en verront le sens réel. Permettez-moi d'en lire un alinéa:

On a retranché de la loi sur l'assurance-chômage l'infâme clause restrictive aux termes de laquelle les citoyens de seulement six provinces avaient droit aux prestations, sous les libéraux. Aujourd'hui, tous les Canadiens y ont droit.

Je n'aimerais pas avoir à défricher le sens de cette phrase inintelligible. Personne, je crois, ne saurait y comprendre quelque chose. On a certes oublié des mots. Toutefois, la partie la plus importante est la suivante:

Les contributions fédérales ont été augmentées de plus de 847.7 p. 100—de 7.9 millions, pour la dernière année du régime libéral, à 75 millions pour 1961-1962.

Pour cette année, le gouvernement demande 88 millions. Puis, il se targue d'accroître l'assistance-chômage. Avez-vous jamais entendu parler d'un gouvernement quelconque, d'un pays quelconque, qui se serait vanté d'augmenter l'assistance-chômage de 800 p. 100?

M. Baldwin: Si je me rappelle bien le Règlement, quand un député lit un passage de ce qui semble être un précieux document officiel, il est censé déposer le document intégral.